Décélérer, soumettre le temps (États généraux, mai-juin 1789)

Guillaume Mazeau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1063>

DOI : 10.4000/elh.1063

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2016

Pagination : 83-89

ISBN : 978-2-271-09325-7

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Guillaume Mazeau, « Décélérer, soumettre le temps (États généraux, mai-juin 1789) », *Écrire l'histoire* [En ligne], 16 | 2016, mis en ligne le 15 septembre 2019, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1063> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1063>

Décélérer, soumettre le temps (États généraux, mai-juin 1789)

« Les événements sont la vraie mesure du temps. »

Abbé Raynal, *Lettre à l'Assemblée nationale*,
10 décembre 1789

Celles et ceux qui ont vécu la dernière révolution du XVIII^e siècle n'ont pas manqué de mots pour dire combien cette période les avait littéralement jetés hors du temps. En rompant le fil de l'histoire, les années 1790 auraient provoqué un changement de régime politique, mais aussi temporel, inaugurant une ère de tous les possibles, mais posant aux hommes un nouveau problème fondamental et démesuré : comment canaliser le torrent soudain libéré par l'effondrement des structures anciennes ? Que faire de ce temps, gagné sur ceux qui se prétendaient les grands ordonnateurs, mais qui, à peine mis en partage, ne cesse de se dérober et de s'accélérer ? Pour comprendre comment ces questions deviennent les principales pierres d'achoppement de la transition révolutionnaire, il faut remonter aux premiers jours du mois de mai 1789, lorsque plus de mille députés, conviés aux États généraux, affluent à Versailles, dans un contexte de crise extrême.

L'urgence est sur toutes les lèvres. Convoqués le 8 août 1788, les États généraux sont présentés comme la dernière

chance pour éviter la banqueroute de l'État et l'effondrement du royaume tout entier, dont beaucoup de sujets dépendent, directement ou non, des subsides du Trésor public. De manière récurrente depuis la fin de la guerre de Sept Ans (1763) et les réformes avortées qui l'ont suivie, mais surtout depuis l'échec de l'Assemblée des notables (1787), les discours officiels installent l'idée que les délais se resserrent et qu'il n'est plus temps de discuter. Contemporain de mouvements millénaristes qui, depuis les années 1750, prétendent voir les premiers signes de la parousie, le sentiment d'une imminence de la catastrophe économique rencontre aussi celui, propagé chez les patriotes, d'une vaste dégénérescence de la société d'ordres et de l'approche d'une crise de grande ampleur. Il croise enfin l'exaspération des populations les plus fragiles, qui, terrassées par la mauvaise conjoncture climatique, hésitent de moins en moins à se rebeller contre l'augmentation des injustices politiques, sociales, économiques et fiscales.

Annoncés à une nation qui se pense au bord du précipice, les États généraux

ne sont pourtant prévus que neuf mois plus tard. Ce hiatus crée un climat électrique. De l'été 1788 au printemps 1789, le temps monarchique sort de ses ornières, à la fois dilaté et contracté, saturé d'écrits, d'images, de prises de parole et d'événements qui en ralentissent et en accélèrent en même temps le rythme. Bien avant le mois de mai, l'attente joue un rôle dans la radicalisation des opinions, face à

laquelle le pouvoir semble frappé d'inertie. « On a été cinq quarts d'heure pour aller de Saint-Louis à Notre-Dame¹ » : à la fois émerveillé d'assister à la procession d'ouverture des États généraux, le député Duquesnoy en perçoit et en critique toute la lenteur. Au même moment, on murmure que les retards dans l'aménagement de la salle des Menus-Plaisirs sont dus aux manœuvres dilatoires des princes.

*
* *

Le 5 mai 1789, les députés des trois ordres sont littéralement sommés de se mettre au travail afin de sauver l'État. Les discours de Necker et de Barentin sont clairs : les députés n'ont que quelques jours devant eux pour éviter le pire. Évidemment, ce délai intenable est rapidement identifié comme une manière de limiter les États généraux à une assemblée traditionnelle et à une consultation purement formelle, visant à résoudre la question fiscale. Fermant la porte à toute alternative et à tout débat, ce délai empêche aussi *a priori* d'examiner les revendications bien plus amples qui se trouvent dans les cahiers de doléances. C'est pourquoi la majorité des nobles et des clercs entendent que les choses aillent bon train : dès le 6 mai, leurs porte-parole insistent pour que les travaux commencent rapidement, dans le respect des anciennes procédures, en respectant la division entre les ordres ainsi que le vote par ordre.

Les députés les plus radicaux sont pleinement conscients de ce piège politique et décident très vite de ne pas se lancer tête baissée dans les formalités d'usage, c'est-à-dire la vérification de la validité des mandats, après lesquelles il sera

impossible de contester la nature même de l'événement. Alors que les États généraux étaient censés commencer à marche forcée, les députés du Tiers État imposent courageusement, et contre toute attente, un impensable faux rythme. Réclamant la réunion des trois ordres pour discuter du vote par tête et tenter de transformer une assemblée de corps en assemblée de représentants de la nation, ils refusent de siéger séparément. Comme ni la noblesse ni le clergé ne viennent les rejoindre dans la Grande Salle, ils ajournent la première séance. Majoritaires, les plus modérés comme Malouet, sensibles aux injonctions ministérielles et soucieux de ménager les privilégiés, proposent aussitôt de négocier avec ceux-ci pour commencer au plus vite. Les plus radicaux comme les Bretons savent au contraire que chaque heure passe en leur faveur. Le temps joue en effet contre Necker, qui parie sur la célérité des États pour restaurer le crédit public. Minoritaires, les radicaux utilisent la lenteur comme une arme politique. Incapables de dégager des majorités, ils parviennent à convaincre la plupart des députés de leur assemblée qu'il ne faut pas accepter de se constituer trop rapidement, sans quoi la partie sera perdue.

Alors que le clergé et la noblesse commencent à vérifier leurs pouvoirs, le Tiers État décide donc de ne rien faire. S'opposant à Malouet, Mounier affirme qu'il n'y a « point de danger à temporiser² ». Le lendemain, le 7 mai, les oppositions s'affirment et la question du tempo devient la principale ligne de fracture politique, dégageant les premiers leaders. Malouet accuse les députés de choisir l'« inertie » et de provoquer le roi. Il faut aller vite, ajoute-t-il, négociier, faire le premier pas : « Vous êtes non seulement autorisés mais obligés de procéder le plus diligemment,

et avec le plus d'ordre possible³ », menace-t-il. Déjà connu par beaucoup de députés comme un redoutable orateur, Mirabeau vante au contraire les avantages de l'« inactivité ». Dessinant une voie médiane entre le blocage et le début des travaux, Mounier l'emporte en proposant que ceux qui le veulent seulement entament des négociations avec les deux autres ordres. Ainsi, dans les premiers jours du mois de mai 1789, la radicalisation du Tiers État naît d'une volonté de forcer ceux qui orchestrent le temps politique à décélérer.

*
* *

Dans cet intervalle, littéralement volé aux autorités, s'imisce un nouveau temps politique. Ce temps passé à ne « rien faire » est en effet celui de la naissance de la politique : en refusant de se plier à des procédures qui leur semblent vides de sens et de légitimité, les députés du Tiers ouvrent un autre temps, inconnu celui-là, celui des débats et des prises de parole. Le long mois de mai 1789 est donc celui d'un accouchement difficile, celui de la démocratie. Dès le 8 mai, plusieurs députés affirment qu'il faut profiter de ces longues heures passées ensemble pour commencer à débattre de sujets plus larges. « Nous étions plutôt une cohue qu'une Assemblée⁴ » : Reubell révèle que deux jours de suspension d'un temps assigné ont déjà fait naître une prise de conscience collective. L'agrégation de représentants est devenue une assemblée politique et a gagné un nom inspiré de l'Angleterre : les « Communes ». Pendant ce temps, la majorité de l'assemblée de la noblesse, occupée à se constituer, refuse d'écouter les dissidents du Dauphiné,

qui proposent de négocier avec le Tiers : « Le temps n'est pas venu⁵ », affirme d'Antraigues, révélant combien son ordre bloque systématiquement toutes les revendications du Tiers. Le 11 mai, la Noblesse est constituée. Le 13, les choses s'accélèrent. Prenant la parole, Le Chapelier, un des Bretons les plus radicaux, place subtilement les privilégiés devant leurs contradictions en les dénonçant comme les principaux responsables du blocage des États généraux. Rappelant que, le 6 mai, les députés du Tiers les avaient « vainement attendus pendant plusieurs heures et tous les jours suivants⁶ », il place le Tiers État du côté des défenseurs de l'intérêt général : « Il en coûte à tous les députés des communes de penser que depuis dix jours on n'a pas encore commencé les travaux qui assureront le bonheur public et la splendeur de l'État⁷. » Suggérant qu'il faut peut-être commencer à travailler sans les deux autres ordres, Le Chapelier ne propose rien d'autre qu'une révolution institutionnelle, les « communes »

se considérant potentiellement comme l'unique assemblée représentative de la nation⁸. Deux jours plus tard, le 15 mai, un front modéré réunissant notamment Thouret, Barnave et Boissy d'Anglas, s'oppose à cette motion.

Ce n'est qu'à partir de ce moment précis que la recherche de vitesse et d'accélération devient l'arme habituelle de la radicalité politique. À partir de la mi-mai 89, être radical suppose un nouveau rapport à l'histoire et surtout au tempo du monde, consistant à soumettre le temps long des traditions et des habitudes à celui, plus bref, de la volonté collective. C'est aussi agir vite, prendre de court les maîtres de l'agenda quotidien, afin de prévenir une éventuelle répression et tout retour en arrière. C'est, enfin, défendre une nouvelle conception de l'histoire, que quelques éclaircisseurs commencent à tendre vers le futur. Inversement, l'attente est de plus en plus utilisée par d'autres comme une technique de conciliation, voire d'obéissance. La sagesse, pour Boissy d'Anglas, consiste à accepter de perdre du temps :

Songez que vous devez travailler pour les siècles futurs, et ne craignez pas de consommer quelques instants dans une attente même inutile ; songez que vos mains élèvent l'édifice de la liberté publique, et qu'il importera bien peu à la postérité pour laquelle vous travaillez que les fondements en aient été plus ou moins vite. [...] Les partis précipités et violents sont le partage de la faiblesse ; mais ceux qui ont un pouvoir étendu ont aussi l'avantage de retarder l'instant où ils doivent le déployer.⁹

Rabaud Saint-Étienne vante également les mérites de la patience :

Engagés par notre monarque lui-même à faire voile vers la liberté, [...] laisserons-nous sur la plage des compagnons de voyage qu'une erreur funeste, que le prestige des anciennes opinions tiennent éloignés de leurs frères ? [...] On perd du temps. Oui ; mais il faut savoir en perdre ; il faut savoir aussi que l'on gagne tout celui qui est donné à la prudence¹⁰,

affirme-t-il, proposant de reporter à une semaine le moment où il faudra larguer les amarres et partir seuls. Des stéréotypes politiques se fixent dans ces discours, associant la radicalité à la précipitation des passions. Qualifiés d'« enragés » ou d'« exagérés », les députés les plus radicaux sont accusés de vouloir provoquer un « schisme » aussi dangereux qu'évitable, ainsi qu'une dissolution des États généraux ou une intervention brutale des autorités. Le 18 mai, Mirabeau, s'opposant aux Bretons, va encore plus loin : la motion de Le Chapelier participe selon lui de cette « mâle énergie qui entraîne les hommes à leur insu », risquant de livrer la France « aux plus terribles désordres¹¹ ». Chaque jour, la fatigue et l'ennui gagnent du terrain, et même certains modérés comme Duquesnoy semblent souhaiter un déblocage : « Rien n'est plus ennuyeux qu'une telle délibération de 600 personnes. [...] La noblesse perd son temps à décider les contestations qui se présentent sur la vérification des pouvoirs. [...] Le clergé s'épuise en vaines querelles de préséances », note-t-il dans son Bulletin le 18 mai¹².

Pourtant, très vite, la majorité des modérés pointent le danger d'une vitesse excessive, qui risquerait de libérer des forces incontrôlables, nuisant à la capacité même des hommes de se gouverner

collectivement. Ces députés réussissent à obtenir qu'à partir du 23 mai des conférences soient organisées pour que les trois ordres puissent trouver un terrain d'entente. Mais il est déjà trop tard. Dans l'assemblée du clergé, les prélats conservateurs, habitués aux grandes assemblées de l'Église, manient la tactique de l'obstruction avec talent pour empêcher les curés de parler, ce qui, par contrecoup, augmente la radicalisation des patriotes¹³. L'intransigeance des privilégiés et la stratégie du blocage menée par le Tiers donnent à croire que l'autorité s'est effondrée, ce qui répand la peur dans le pays, augmente la pression de l'opinion et radicalise les positions. Aussitôt entamées, les négociations achoppent sur des conceptions opposées du temps politique : les nobles et le haut clergé inventent des traditions remontant jusqu'à 1356, censées prouver l'impossibilité de la vérification commune et du vote par tête. De leur côté, les délégués du Tiers rejettent l'« autorité des usages » comme une marque de domination arbitraire et de superstition. Se plaçant dans une historicité différente, ils s'appuient sur la nouveauté de l'« état des choses » : en utilisant la raison, les hommes peuvent selon eux se saisir du présent et s'affranchir du passé s'ils le jugent nécessaire.

Ce choc des temporalités accélère les choses. Le 27 mai, plusieurs députés proposent de valider la proposition de Le Chapelier afin de devancer une éventuelle intervention autoritaire du roi. Pour Mirabeau, le temps de l'immobilité est passé, le Tiers a « besoin de faire et d'agir » : « Il est temps, sinon d'entrer en pleine activité, du moins de nous préparer¹⁴. » Les

craintes sont fondées. Le 28 mai, le roi fait lire une lettre. Condamnant l'« inaction » de l'Assemblée qui, précise-t-il, menace directement ses projets et la « prospérité de l'État¹⁵ », il exige que les conférences reprennent. Au sein de la noblesse, les plus libéraux contestent la stratégie de l'intransigeance. Le 29, Lally-Tollendal tente de convaincre les députés nobles qu'ils ne sont plus en position de force et qu'ils ont eux-mêmes intérêt à négocier pour ne pas tout perdre. De leur côté, les députés du Tiers acceptent, mais sous conditions. Le 4 juin, l'annonce de la mort du jeune dauphin vient révéler le décalage qui existe entre le temps de la monarchie et celui, de plus en plus court et pressé, de la situation : le roi fait annoncer un deuil national de deux mois et demi, c'est-à-dire une véritable éternité. « Le roi est d'une tranquillité désespérante » : Louis XVI semble de plus en plus absent et dépassé, au sens propre, par la vitesse des événements¹⁶. Le 12 juin, alors que tout s'accélère, que Sieyès a réussi à lancer un ultimatum aux privilégiés, Bailly ne peut informer le roi de la situation, car celui-ci continue d'aller à la chasse. Dès le 30 mai, le député Adrien Duquesnoy se choquait que la routine monarchique puisse entraver les demandes du Tiers à voir le roi : « Il semble que, dans le moment actuel surtout, la députation devrait être reçue et qu'on pouvait différer une partie de plaisir¹⁷. » Le 13 juin, les premiers députés du clergé arrivent enfin dans la Grande Salle, bientôt suivis par d'autres. Bien avant que les députés du Tiers ne se proclament Assemblée nationale, un grand nombre de députés présents à Versailles savent qu'une rupture se dessine.

*
* *

Ainsi, au printemps 1789, la rupture politique avec ce que les patriotes appellent déjà depuis plusieurs années l'«Ancien régime» résulte bien d'une échappée des députés du Tiers État, entraînant avec eux une partie du Clergé et de la Noblesse. Souvent décrit comme une accélération, ce décrochage vient, en réalité, de l'incroyable ralentissement que parviennent à imposer une minorité de dissidents en désobéissant aux injonctions d'agir. Depuis presque un an, il semblait acquis que le mois de mai 1789 serait celui de la victoire des plans ministériels inspirés des théories physiocratiques, restant bien en deçà des revendications populaires. Refusant cette histoire jouée d'avance, dans laquelle la politique n'avait aucune chance de se frayer un chemin, la résistance des députés du Tiers, s'engageant courageusement à contresens de la cadence imposée par les ministres, montre que la prise du pouvoir du peuple commence en 89 par une conquête du temps politique et par le refus de croire au discours de la nécessité. Pour la première fois, le monopole du roi à ordonner le temps, que Bailly appelle l'«heure de Sa Majesté», est clairement contesté. L'exercice de la souveraineté vient en partie du rejet du calendrier imposé par l'Église, les autorités monarchiques ou les nécessités économiques. Avant de proclamer l'Assemblée nationale, les représentants du peuple ne s'émancipent que parce qu'ils tentent de soumettre le temps. Trop souvent vue de manière décontextualisée comme un mouvement homogène et une fatalité inhérente à toute révolution, la «dynamique de radicalisation» qui, à partir de

la seconde moitié du mois de mai, commence déjà à prendre de vitesse ceux-là mêmes qui s'en sont saisis, résulte donc bien de contextes et de choix politiques très précis. En juin, alors que les classes populaires entrent en scène, cette dérégulation du temps politique accompagne la démocratisation de la monarchie, mais constitue une véritable bombe à retardement qui ne cessera, dans les années qui suivront, de repousser l'installation d'un «Nouveau Régime» longtemps, et peut-être par nature, introuvable dans une forme définitive et stabilisée. Alors qu'aujourd'hui le caractère cinétique de la politique est devenu consensuel mais souvent dépourvu de sens¹⁸, alors que les «dynamiques de radicalisation» sont à la fois traquées par l'antiterrorisme et interrogées par les sciences sociales, il est possible de s'interroger sur le lien «naturel» qui souvent est spontanément établi entre la vitesse et les cultures radicales. En l'occurrence, ce bref détour montre combien la radicalité révolutionnaire du printemps 1789 et la conception moderne de «révolution» ne viennent pas, comme elles sont souvent décrites d'une manière trop homogène, d'une accélération linéaire et progressive du temps, mais de la confrontation et de l'alternance entre plusieurs formes de vitesses, de rythmes et de formes de temporalité, dans lesquelles la lenteur, le ralentissement et le blocage sont utilisés comme de puissantes armes d'opposition... ne donnant naissance qu'à un régime de transition, hésitant encore, et pour longtemps, entre «régénération», «restauration», «réforme», «réformation» et «révolution».

Notes

- 1 *Journal d'Adrien Duquesnoy*, Picard, 1894, 4 mai 1789, p. 4.
- 2 *Moniteur universel*, 6 mai 1789.
- 3 *Le Point du jour, ou résultat de ce qui s'est passé la veille aux États généraux*, vendredi 8 mai 1789.
- 4 *Ibid.*, samedi 9 mai 1789.
- 5 *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, t. 8, p. 32.
- 6 *Journal des États généraux convoqués par Louis XVI le 27 avril 1789*, t. 1, 1789, 14 mai 1789, p. 24.
- 7 *Récit des séances des députés des Communes depuis le 5 mai 1789 jusqu'au 12 juin suivant (...)*, 1789, p. 29.
- 8 *Journal des États généraux...*, *ibid.*
- 9 *Le Point du jour...*, jeudi 16 mai 1789.
- 10 *Moniteur universel*, 15 mai 1789.
- 11 *Ibid.*, 18 mai 1789.
- 12 *Journal d'Adrien Duquesnoy*, p. 24-25.
- 13 Timothy TACKETT, « *Par la volonté du peuple* ». *Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, trad. de l'anglais par Alain Spiess, A. Michel, 1997, p. 124-125.
- 14 *Archives parlementaires...*, p. 51.
- 15 *Moniteur universel*, 28 mai 1789.
- 16 *Journal d'Adrien Duquesnoy*, p. 23.
- 17 *Ibid.*, p. 60.
- 18 Peter SLOTERDIJK, *La Mobilisation infinie. Vers une critique de la cinétique politique*, trad. de l'allemand par Hans Hildenbrand, Éd. du Seuil, 2003.